

RAPPORT N°2024/6-23
au Conseil de la Communauté
en séance du jeudi 12 décembre 2024

OBJET

AMELIORATION DE L'HABITAT – COFINANCEMENT DE LA CINOR AUX TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF EN FAVEUR D'UNE FAMILLE

ORIENTATION N° 2 : FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT ÉQUILIBRÉ DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL

AXE 1 : FAVORISER UN AMÉNAGEMENT CIRCULAIRE

Engagement 2 : S'impliquer dans une politique d'habitat adaptée et solidaire

Le PLH de la CINOR 2019/2025 adopté le 17 décembre 2019 par le conseil communautaire, a listé plusieurs axes à travers son programme d'action dont l'axe 3 concernant la question de l'amélioration du parc existant.

Le cadre d'intervention du PLH prévoit une mesure d'aide aux travaux d'assainissement non collectif pour les familles à faible revenu (mesure n°18). En effet, malgré le concours financier de plusieurs partenaires, certains dossiers d'amélioration n'aboutissent pas. L'effort consentie par la CINOR avec une aide complémentaire pouvant aller jusqu'à 4000 euros peut faire effet levier et finaliser le projet.

En vertu du dispositif d'aides à l'habitat, le CCAS de Sainte-Marie a sollicité la CINOR sur cette mesure d'aide n°18 du cadre d'intervention par courrier en date du 07/03/24 et 11/04/24.

Le CCAS de Sainte-Marie interviendrait, pour le compte de la CINOR, en qualité de gestionnaire dans l'accompagnement d'un ménage pour la réalisation de ses travaux d'assainissement non collectif :

Madame BOYER Marie Luciane Thérèse, née le 12/10/1960 - Ville de Sainte Marie

Principe de l'aide

L'aide concerne les logements du parc privé de familles avec des revenus modestes nécessitant une amélioration. Le montant de l'aide est plafonné à 4 000 €. L'attribution de cette aide est uniquement possible en complément d'aides existantes de l'amélioration habitat (Etat, Région, Département, CGSS, CCAS...).

Le montage du dossier se fait sous le contrôle d'un opérateur qui dispose d'un agrément obtenu au titre du logement social ou d'un CCAS. Les modalités de versement et procédure seront régies par convention.

Le versement de cette aide est réalisé en deux temps : 40 % au début du projet et 60% à la fin des travaux.

A ce jour, la CINOR réalise une instruction purement administrative des demandes d'aides à l'habitat. L'implication du CCAS en tant que gestionnaire apportera une vraie valeur ajoutée à la politique publique intercommunale à travers l'accompagnement social et technique des ménages, et une meilleure proximité avec la population.

Projet du propriétaire occupant

Le projet porte sur la mise aux normes de l'assainissement non collectif du logement situé au 24 rue Nono Robert la Confiance les bas 97438 Sainte-Marie. Le système d'assainissement actuel présente des dysfonctionnements et est non accessible car situé sous la dalle de la salle de bain. Le logement est occupé par BOYER Marie Luciane Thérèse.

Mise en place d'un conventionnement

La convention ci-joint formalise les engagements de chacun, les conditions de l'aide et la procédure d'instruction et de versement de l'aide de la CINOR ainsi que les règles de suivi et de contrôle.

Cette convention porte sur deux ans et concerne un dossier unique.

Adéquation des critères d'attribution des aides du CCAS avec la mission d'intérêt communautaire :

- 1) Critère financier : L'octroi des aides du CCAS est soumis à condition de ressources. Les barèmes utilisés sont précisés dans l'annexe 1 du dispositif d'aide. Les plafonds du barème général sont calculés à +85% du montant du Revenu de Solidarité Active, en tenant compte de la composition familiale. Un second barème s'applique lorsque le revenu du ménage est composé exclusivement de minima sociaux.

Le cadre d'intervention financier de la CINOR cible comme bénéficiaires de la mesure 18 les « Personnes pouvant justifier de revenus sociaux ou très sociaux »

Accusé de réception en préfecture
974-249740118-20241212-CC2024-6-23-DE
Date de réception en préfecture : 23/12/2024

- 2) Critère de situation spécifique : l'aide « Hygiène, assainissement et santé » est à destination du tout public, sous conditions de ressources.

Process commun de sélection des dossiers

Au niveau du CCAS, la sélection des candidatures suit les étapes suivantes : visite spontanée du ménage, analyse de la problématique du ménage, constitution du dossier de demande d'aide sur justificatifs, pré-étude de la demande, vérification de l'éligibilité au dispositif d'aides selon les critères définis ci-avant, présentation à la commission permanente du CCAS, décision de la CP et information du ménage.

Ce process est conforme à celui mis en œuvre à la CINOR pour l'instruction des demandes d'aides à l'habitat, jusqu'à décision ou délibération du conseil communautaire.

Dans le cas où le dossier ne pourrait aboutir en raison de critères d'inéligibilité, de désistement, ou d'un obstacle à la réalisation, le CCAS de Sainte-Marie, en concertation avec la CINOR, pourra le remplacer par un autre dossier répondant aux critères d'éligibilité et aux objectifs du projet.

Expérimentation et évaluation de l'action

En complément des mesures d'aides financière de la collectivité apportées directement aux ménages et aux acteurs locaux, la politique publique de l'habitat et du logement conduite par la CINOR ces dernières années s'appuie sur l'expérimentation d'actions et de dispositifs innovants sur le territoire (remobilisation de logements privés vacants, soutien aux maisons d'urgence intercommunale ...)

Le partenariat proposé avec le CCAS de Sainte-Marie traduit aussi cette ambition de la CINOR de poursuivre sa trajectoire d'innovation à travers de nouvelles formes d'ingénierie territoriale afin d'améliorer les conditions de vie des personnes les plus vulnérables pour leur permettre de bénéficier de conditions de vie plus saines, sécurisées et adaptées à leurs besoins spécifiques.

Ainsi, ce type de partenariat pourra être proposé à terme à d'autres ménages qui pourraient y prétendre ainsi qu'aux deux autres communes si les résultats de l'action sont concluants, la généralisation du dispositif attestant de l'intérêt communautaire de cette expérimentation.

Afin de mesurer l'atteinte des objectifs du projet et l'efficacité du dispositif, il est prévu dans la convention (article 2.1) une évaluation et un reporting du suivi de projet par le CCAS aux services de la CINOR. En cas de manquement, de pièces non transmises ou non conformes, la suspension de l'exécution de la convention pourra être décidée ainsi que la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées.

Dans la mesure où ces dossiers répondent aux critères d'attribution de l'aide, je vous demande en conséquence :

- D'approuver la subvention de la CINOR au montant de 4 000 € par projet au bénéfice de madame BOYER Marie Luciane représentée par le CCAS de Sainte-Marie.
- D'autoriser le Président à signer la convention en pièce jointe.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**LE PRESIDENT
MAURICE GIRONCEL**



**DELIBERATION N° 2024/6-23
du Conseil de la Communauté
en séance du 12 décembre 2024**

OBJET

AMELIORATION DE L'HABITAT – COFINANCEMENT DE LA CINOR AUX TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF EN FAVEUR D'UNE FAMILLE

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre du projet de communauté comprenant les Communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant la Communauté de Communes C.I.N.O.R ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;

Sur l'avis des Commissions joint en annexe ;

Sur le RAPPORT n° 2024/6-23 du Président ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE 1

Approuve la subvention de la CINOR au montant de 4 000 € au bénéfice de BOYER Marie Luciane Thérèse représentée par le CCAS de Sainte-Marie

ARTICLE 2

Autorise le Président à signer la convention en pièce jointe

Nombre de votants : 43 (dont 6 procurations)
Suffrages exprimés : 43
Vote pour : 43
Vote contre : 00
Abstentions : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte Clotilde 23 DEC 2024

Le Président
Maurice GIRONCEL

CINOR
Communauté
Intercommunale
du Nord
de la Réunion

Accusé de réception en préfecture
974-24974019-20241212-CC2024-6-23-DE
Date de télétransmission : 23/12/2024
Date de réception : 23/12/2024



SECRETARIAT DU CONSEIL
COMMUNAUTAIRE

AVIS DES COMMISSIONS

RAPPORT N°2024/AME/6-23

Amélioration de l'habitat – cofinancement de la CINOR aux travaux d'assainissement non collectif en faveur d'une famille

COMMISSION ATTRACTIVITE DU TERRITIRE ET MOBILITES

La Commission émet un avis favorable sans observation particulière.

COMMISSION ADMINISTRATION ET FINANCES

La Commission émet un avis favorable sans observation particulière.